

Recherches sociographiques



Léon DION, *Québec 1945-2000. Les intellectuels et le temps de Duplessis*

Jacques Beauchemin

Volume 36, Number 1, 1995

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/056920ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/056920ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Beauchemin, J. (1995). Review of [Léon DION, *Québec 1945-2000. Les intellectuels et le temps de Duplessis*]. *Recherches sociographiques*, 36(1), 127–131. <https://doi.org/10.7202/056920ar>

Léon DION, *Québec 1945-2000. Les intellectuels et le temps de Duplessis*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 1993, 452 p.

Après que la Révolution tranquille l'eût expédié au purgatoire sinon en enfer, voilà que le Québec duplessiste retrouve un peu de l'éclat de ces vieux objets que l'on entreprend de patiner. Ces dernières années ont vu fleurir livres, articles et thèses se donnant pour objet cette période de l'histoire du Québec que les années soixantes avaient frappé d'anathème. Le livre de Léon Dion participe de cet intérêt renouvelé. Avec le deuxième tome de sa vaste étude de l'évolution de la société québécoise depuis 1945, l'auteur livre ici un ouvrage majeur pour l'historiographie et la sociographie québécoise.

Abordant la période sous l'angle particulier du rôle des intellectuels dans la dynamique des transformations sociales de l'après-guerre, l'auteur propose une luxuriante fresque de l'histoire sociale de la période 1945-1960. Du haut de ses 450 pages, ce livre constitue en effet un monument d'érudition: l'étendue de la bibliographie, la richesse de l'appareil de références, tout autant que la mise en valeur d'informations privilégiées étayent une analyse que le lecteur ne soupçonnera jamais de gratuité. La lecture est d'autant plus agréable que l'on entend une voix, celle d'un intellectuel qui tente de se distancier des événements dont il fut partie prenante, mais aussi celle d'un homme qui, ayant contribué à l'aventure sociale qu'il décrit, émaille son analyse de considérations personnelles toujours passionnantes, jamais prétentieuses. On appréciera d'autant plus cette modestie que l'auteur, témoin engagé de l'époque qu'il fait revivre, aurait pu mettre davantage en exergue ses propres faits d'armes sans que cela ne soit inconvenant.

L'ouvrage comporte deux parties. Une première, consacrée à l'analyse sociohistorique du régime duplessiste, chapeaute une étude plus spécifique du rôle des intellectuels au cours de cette période. Dans l'«ancien régime» que représenterait le duplessisme, l'auteur repère trois catégories d'intellectuels: traditionalistes, transitionalistes et modernistes, suivant que leurs représentants s'érigeront en suppôt de régime, s'engageront sur la voie du changement tout en restant fidèles au dogme duplessiste, ou s'emploieront à déboulonner les vieilles statues du clérico-nationalisme. Ce sont ces derniers qui retiendront l'attention.

Léon Dion se penche sur l'émergence, au début des années cinquante, d'une nouvelle catégorie sociale, les «nouveaux intellectuels» et sur les institutions qu'ils se donnent ou qu'ils investissent (la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval, *Cité libre*, le mouvement syndical). C'est ce groupe social et la critique corrosive qu'il mène qui va saper les bases du régime duplessiste et avec lui les fondements du traditionalisme tel qu'il se serait incarné dans la représentation clérico-nationaliste de la société québécoise jusqu'en 1960. L'auteur s'intéresse à la fois aux origines de ces «nouveaux intellectuels», à leurs divergences, aux effets de leurs revendications et aux limites de leur action.

Le traitement réservé aux uns et aux autres est empreint de probité et d'un constant souci d'équité, ce dont témoignent les évaluations nuancées mais sans concessions que l'auteur distribue tel un maître sévère mais juste. Le jugement porté sur les protagonistes de la période est en effet d'une remarquable lucidité. Georges-Émile Lapalme est ainsi dépeint sous les traits d'un intellectuel raffiné mais d'un piètre politicien. Le peu d'enthousiasme des intellectuels modernistes à joindre les rangs du Parti libéral qu'il dirige s'expliquerait alors par la fadeur de son chef et la relative médiocrité d'une formation politique dont on n'est pas certain qu'elle se démarque suffisamment de l'Union nationale. De Gérard Pelletier,

Dion dira qu'il est plus nuancé que Trudeau, plus sensible à la réalité nationale québécoise et que ses textes dans *Cité libre* sont mieux articulés. À l'encontre de l'apologétique dont Borduas a fait l'objet du haut de la Révolution tranquille, on ne craint pas ici de dire que le *Refus global* représente un texte «tourmenté, déraisonnable, pathétique, disgracieux». L'objectivité à laquelle s'astreint l'analyse n'empêche cependant pas qu'affleurent çà et là un attachement particulier, ou quelque inimitié. Il est ainsi difficile de ne pas voir la sympathie qu'entretient l'auteur à l'endroit du père Georges-Henri Lévesque (un homme «doté d'une bonne dose de pieuse roublardise»), de Jean-Paul Desbiens et surtout d'André Laurendeau («il est l'homme que j'ai le plus estimé de ma vie»). À l'inverse, on subodore la sympathie toute relative que porte Dion à la personne de Pierre Elliott Trudeau dont il déplore l'incompréhension butée de la réalité nationale québécoise. L'auteur rappelle à cet égard que les grandes valeurs de la modernité que ce dernier défend si âprement n'ont de sens que dans un monde vécu, c'est-à-dire par l'appartenance à une communauté.

Les pages consacrées aux institutions modernistes suscitent le même intérêt. L'analyse du Parti libéral du Québec dégage ceci d'essentiel que ce dernier ne pouvait être le lieu de rassemblement des forces progressistes parce qu'il était trop associé au régime corrompu des partis et que, plus fondamentalement encore, les «nouveaux intellectuels» se sont murés dans un apolitisme à la fois idéaliste et en partie inopérant devant les urgences du moment. La Faculté des sciences sociales de l'Université Laval est dépeinte comme l'un des fers de lance de l'accession à la modernité, mais encore ici l'auteur n'hésite pas à écrire que l'enseignement qu'on y dispense jusqu'au début des années 1950 est déficient. La section consacrée à l'analyse du rôle de *Cité libre* est particulièrement intéressante du fait qu'elle est l'occasion d'une mise à jour des diverses positions face au nationalisme québécois. L'opposition entre les «citélibristes» les plus anti-nationalistes (Trudeau) et les représentants de l'«école néo-nationaliste» dont le département d'Histoire de l'Université de Montréal est la pierre d'assise illustre fort bien l'ambiguïté séculaire des Québécois en ce qui a trait à leur destin national. Dans l'ensemble, le regard porté sur *Cité libre* est à la fois admiratif et impitoyable. La revue est le lieu essentiel de rencontre des chefs de file du mouvement de contestation, mais la critique à laquelle elle s'adonne paraît se situer «hors l'histoire», occupée à faire «table rase» du passé mais le ressassant constamment. Le duplessisme y est pourfendu à partir de valeurs sociales relativement abstraites de sorte que la pureté des idées s'accompagne d'une certaine stérilité en ce qui touche l'engagement politique qu'elles auraient pu susciter.

Au-delà du caractère abstrait de la critique sociale des intellectuels des années cinquante, l'ouvrage fait de ces derniers et de leurs institutions les avant-gardes de la modernité québécoise. La Révolution tranquille qu'ils préparent rompra avec l'«ancien régime» et le «libéralisme conservateur». Ces deux notions expriment clairement la thèse de fond sur la période: le Québec duplessiste serait figé dans un traditionalisme en vertu duquel il n'accéderait que tardivement à la modernité. Certes, l'auteur reconnaît à de multiples manifestations les avancées de la modernité durant l'après-guerre, mais aux plans des idéologies et de la culture, cette dernière n'est pas encore advenue. La notion de «libéralisme conservateur» permet alors de penser simultanément le développement de l'industrialisation et le décalage idéologique que constituerait une représentation identitaire dominée par le cléric-nationalisme. Voilà qui nous ramène à la première partie de l'ouvrage et au fil conducteur qui traverse l'analyse de part en part. La lutte des «nouveaux intellectuels» est donc celle du passage à la modernité, laquelle n'advientra pleinement qu'avec la Révolution tranquille. Cette ana-

lyse du Québec de l'après-guerre est d'ailleurs répandue au point où le traditionalisme ou le conservatisme du régime duplessiste semble faire l'unanimité dans la sociographie québécoise. Même si cette thèse abrupte a connu quelques adoucissements dans des essais récents à la faveur desquels on a cru reconnaître, de plus en plus tôt au XX^e siècle les premières clartés de la modernité, pour l'essentiel, l'idée s'est imposée d'un Québec duplessiste s'arrachant péniblement aux pesanteurs de l'univers clérical et de la représentation traditionaliste sclérosée qu'il a véhiculée avec lui jusqu'au seuil des années soixante.

Même s'il ne saurait être question d'approfondir un tant soit peu cette importante question, l'interprétation globale qui nous est proposée mérite d'être examinée dans la mesure où elle me paraît fausser la nature même de ce qu'a été la société québécoise duplessiste. Pour faire court, on peut dire que le problème de fond de l'analyse sociologique de la période réside dans l'équation suivant laquelle le conservatisme découle d'un traditionalisme dont les origines remontent au traumatisme originel provoqué par la Conquête et plus tard définitivement sédimenté par la victoire de l'Église ultramontaine à la fin du XIX^e siècle. Or, la nature de la société québécoise duplessiste risque d'être occultée derrière des analyses qui, malgré le fait qu'elles reconnaissent maintenant les aspects modernistes du duplessisme, continuent de l'aborder dans l'optique d'une opposition duale entre tradition et modernité, opposition dans le cadre de laquelle le traditionalisme (et donc le conservatisme) parviendrait à perdurer du fait de son profond enracinement dans l'histoire.

Il me semble que l'analyse ignore ainsi que le recours aux catégories dites conservatrices est intimement lié aux nécessités de la reproduction sociale dans une société libérale et donc *moderne*. Cela vaut sans doute quelques mots d'explication. Le traditionalisme duplessiste et ses soi-disant avatars conservateurs peuvent faire l'objet d'une interprétation qui distingue conservatisme et traditionalisme. En effet, les catégories idéologiques du conservatisme sont généralement associées à l'univers traditionalo-religieux ou à sa périphérie immédiate avec les notions de devoir, morale, principe, respect, d'ordre ou de travail. Cet inventaire n'est pas exhaustif, mais les catégories idéologiques qu'il retient ont en commun le fait de contribuer à une représentation de la société et des rapports sociaux tout entière tournée vers la reproduction et le maintien de l'ordre et du *statu quo* idéologique. De là à ne voir en elles que la manifestation d'un traditionalisme attardé hostile à l'innovation et au changement, il n'y a qu'un pas habituellement franchi sans autre analyse. Une importante distinction s'impose pourtant et à partir de laquelle le duplessisme peut faire l'objet d'une autre interprétation. Ces catégories idéologiques ne sont pas traditionalistes en elles-mêmes. Elles le sont à l'intérieur du discours religieux en autant qu'elles y trouvent la cohérence que leur confère ce discours qui les organise en système dans le cadre de référence particulier que constitue la représentation religieuse du monde. Sitôt extirpées de ce cadre de référence et mises en œuvre dans le contexte profane du discours politique dans une société dont la régulation repose, non pas sur l'institution de l'Église et la représentation fixiste de l'ordre du monde qu'elle promeut, mais sur des institutions politiques au sens plein et entier, elles fonctionnent comme catégories disciplinaires et de contrôle social. Ces catégories «conservatrices» n'appartiennent pas dès lors au traditionalisme, mais s'inscrivent dans l'arsenal disciplinaire du discours politique dans les sociétés modernes de type libéral.

Léon Dion reconduit l'ambiguïté traditionalisme-conservatisme en recourant aux notions interchangeables, dans son ouvrage, de «libéralisme-conservateur» et d'«ancien-régime». Cette dernière notion renvoie évidemment à l'univers prémoderne, celui de la tradition juste-

ment, alors que celle de «libéralisme conservateur» correspond à une modernité non encore totalement émancipée, entachée de conservatisme. Or, c'est précisément cet amalgame entre traditionalisme et conservatisme qui fait problème. Le libéralisme est toujours conservateur du fait que toutes les sociétés libérales sont aux prises avec le problème fondamental qui consiste pour elles à juguler les effets destructurants, sur le plan de la stabilité sociale, d'un développement économique accéléré. C'est, en effet, l'ordre social tout entier qui subit les effets corrosifs de la pénétration des catégories politiques émancipatrices de la modernité (la liberté, la justice et l'égalité entre autres). En l'absence de mécanismes technocratiques de régulation que développera plus tard l'État-providence, les sociétés libérales doivent asseoir un ordre social essentiel au développement économique sur des politiques sociales conservatrices et un discours politique au sein duquel les catégories disciplinaires (l'ordre, la stabilité, la collaboration de classes, le respect, etc.) tiendront une large part. Dans une société en voie de transformation rapide, il est vital pour l'ordre social que les acteurs et les rapports qu'ils entretiennent soient encadrés par un appareil de «disciplinarisation» et de contrôle social. Qu'il suffise de considérer le fait que, sitôt érigés en valeurs politiques cardinales, le droit et la liberté ne demandent qu'à étendre leur empire à toutes les dimensions de l'existence sociale: le droit de grève, la liberté religieuse ou la justice réclamée pour la classe ouvrière sont autant d'exemples des effets corrosifs de ces valeurs émancipatrices pour un ordre social qui ne peut leur accorder toute latitude. Les valeurs dites conservatrices, et tout autant modernistes que les grands référents émancipateurs, me semblent devoir être considérées comme les notions disciplinaires du discours politique à l'intérieur duquel elles constituent le constant rappel de la nécessité de la tempérance dans une société dont l'équilibre est perpétuellement à refaire.

Le discours politique duplessiste n'apparaît pas ainsi particulièrement différent de celui d'autres sociétés libérales. Léon Dion l'entrevoit très bien d'ailleurs lorsqu'il aborde ce qu'il appelle le drame du Québec des années cinquante qu'il présente sous les traits d'une société inquiète qui «perçoit mal la nature et l'ampleur» des mutations qui la traversent et qui «craint les conséquences des changements qu'elle voit venir et qu'elle vit déjà [...]» (p. 134). Or, c'est justement cette angoisse, cette peur d'elle-même, qui engendre, à côté d'un discours «développementaliste» sans limite sur le plan économique, un certain conservatisme au plan des valeurs dans les sociétés libérales. Le caractère conservateur du Québec duplessiste s'explique alors différemment: ce n'est pas tant l'Église et le cléricalisme qui sont aux sources du conservatisme, mais les nécessités disciplinaires intrinsèques à la régulation sociale de forme libérale. Certes, on peut dire de la régulation sociale du Québec duplessiste qu'elle a été *cléricalisée*. C'est là un aspect dont la prise en compte est essentielle à l'analyse, mais il ne s'agit que d'une particularité qui n'explique pas fondamentalement le caractère conservateur de la société.

En somme, la thèse qui fait de la Révolution tranquille le point de passage de la modernité me semble occulter deux questions théorico-analytiques: la définition de la société libérale comme idéal type et, dans cette perspective, celle de la nature de la société québécoise de l'après-guerre.

Soulignons enfin que l'un des enjeux théoriques les plus importants de l'association du traditionalisme et du conservatisme réside dans le fait que celle-ci empêche de voir que ce qui est en jeu dans la Révolution tranquille ce n'est pas l'avènement tardif de la modernité,

mais le passage *au sein même de la modernité* d'une forme de régulation sociale (libérale) à une autre (providentialiste).

Cela dit, il faut insister sur la très grande valeur d'un ouvrage qui nous restitue le portrait d'une époque au fil d'une réflexion très étoffée. Si l'on peut exprimer un désaccord sur l'interprétation sociologique globale de la période, on tirera profit de la lecture d'un ouvrage lucide quant aux incidences du rôle des intellectuels dans cette société en transformation rapide qu'a été le Québec des années cinquante. Ultimement, le travail de Léon Dion constitue une réflexion sur les intellectuels et leur rôle dans la cité. On appréciera à juste titre les perspectives ouvertes ici. Après s'être interrogé sur l'importance d'une tradition intellectuelle, l'auteur déplore l'absence de continuité historique en vertu de laquelle, par exemple, les animateurs de la revue *Cité libre* ont rompu avec les intellectuels traditionalistes et transitionalistes en même temps qu'ils furent incapables, lorsque le temps fut venu de le faire, de tendre la main à la jeune génération. De même, parlant des universitaires modernistes des années cinquante, il montre leur propension à faire table rase du passé et à oublier les courageuses et parfois visionnaires réflexions des vieux maîtres qui les avaient précédés. Voilà qui donne à réfléchir en ces temps où la fragmentation des disciplines des sciences sociales et des objets qu'elles se donnent invite à de perpétuels recommencements et à la liquidation des héritages intellectuels. En cela, et pour ce qu'il représente du point de vue de la mémoire du Québec duplessiste, ce livre devrait inspirer ceux qui, à la suite de son auteur, voudront se pencher sur la sociologie du Québec de l'après-guerre.

Jacques BEAUCHEMIN

*Département de sociologie,
Université du Québec à Montréal.*

Esdras MINVILLE, *Le nationalisme canadien-français. La vie sociale I*, Montréal, Presses des HEC / Fides, 1992, 569 p.

Voici que le cinéaste Denis Arcand fait dans les évidences: «le Québec, rappelle-t-il, n'a de réelle envergure dans aucun domaine»¹. Du coup et sans même y penser, il embrasse plusieurs fois plutôt qu'une Esdras Minville (1896-1975), directeur-tronc de l'École des Hautes Études commerciales (1938-1962), indéfectible compagnon de route de Lionel Groulx, socio-économiste et principal parrain historique, s'il fallait en trouver un, de cette «nouvelle garde» d'affaires canado-franco-québécoise qui s'en va tirant le cou depuis un lustre².

Car ce Québec arcando-archaïque qui ne comprend manifestement pas les Penfield, Richler, et autres Bronfman, tous des gens d'enviable stature, c'est le même que celui qui

1. *Le Devoir* du 12 septembre 1993, p. D-17.

2. Fils d'humbles pêcheurs de Gaspésie, Minville n'avait pas «son classique». Diplômé des HEC, il y reviendra par la petite porte: les cours du soir en «français des affaires» pour tous ces pauvres diables qui faisaient du commerce sans vraiment brasser des «affaires».